

Jean-François PAYETTE, 2009, *Introduction critique aux relations internationales du Québec. Esquisse d'un modèle formel de politique étrangère pour les États subétatiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 97 p.

Papa Samba Ndiaye

Volume 42, numéro 1, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045897ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/045897ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ndiaye, P. S. (2011). Compte rendu de [Jean-François PAYETTE, 2009, *Introduction critique aux relations internationales du Québec. Esquisse d'un modèle formel de politique étrangère pour les États subétatiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 97 p.] *Études internationales*, 42(1), 147-149.
<https://doi.org/10.7202/045897ar>

de plusieurs ressortissants britanniques (y compris des binationaux) et de ceux d'autres pays européens et du Commonwealth, ainsi que d'Amérique du Nord, tous amalgamés sous le nom de « personnalités de droit » (*entitled personnel*). Il y avait ensuite, comme troisième facteur, la détermination de l'administration Blair de démontrer que le Royaume-Uni demeurait une puissance mondiale méritant sa place permanente au Conseil de sécurité des Nations Unies. Bien évidemment, il fallait le consentement de l'armée britannique. C'est ce consentement qui aurait constitué le quatrième facteur ayant facilité l'intervention militaire. Mais ce consentement a été obtenu au vu de l'objectif avoué de l'opération : une simple opération « humanitaire » et d'évacuation.

Concernant l'issue de l'opération, elle fut indéniablement un succès, aboutissant au désarmement complet des éléments de la rébellion et à la tenue, en juillet 2002, d'une élection présidentielle consacrant la légitimité du président sortant pour un second mandat. Mais ce succès ne saurait être crédité à la seule intervention britannique, bien que celle-ci ait été importante. Il n'est même pas exagéré d'arguer que, s'il faut octroyer un trophée à l'une des trois opérations militaires – celles de l'ONU, de Londres et la force d'interposition de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Ecomog) – qui ont été déployées dans le pays, ce serait bien à l'Ecomog, et notamment au Nigeria qui s'est chargé de la plus grande part de son maintien dans les périodes les plus chaudes et délicates de la guerre. La force sous-régionale a aussi subi davantage de pertes humaines dans des affrontements avec les rebelles.

L'ouvrage est certes consacré à la seule intervention militaire britannique et il évoque, çà et là, le rôle crucial qu'ont joué les autres missions militaires, notamment l'Ecomog. Mais le fait de ne pas relever, de façon claire, ce rôle cardinal est l'une des faiblesses de l'auteur, en plus des nombreuses coquilles que l'éditeur aurait dû prendre soin de corriger. Malgré cela, il s'agit d'un ouvrage important et clair, et surtout bénéfique pour tout lecteur voulant comprendre les raisons et le déroulement de l'opération militaire britannique en Sierra Leone.

Issaka K. SOUARÉ

*Institut d'études de sécurité
Pretoria, Afrique du Sud*

**Introduction critique
aux relations internationales
du Québec. Esquisse d'un modèle
formel de politique étrangère
pour les États subétatiques**

*Jean-François PAYETTE, 2009,
Québec, Presses de l'Université
du Québec, 97 p.*

Le livre de Jean-François Payette n'est pas un livre de plus s'intéressant au Québec sur la scène internationale. Il renouvelle les études sur les relations internationales du Québec. Il enrichit ce champ par une perspective diachronique et théorique innovante.

Le concept central du livre est celui de la « paradiplomatie identitaire » que Payette propose comme approche pour dépasser la « doctrine Paul Gérin-Lajoie » qui était le socle et l'épine dorsale de la politique extérieure du Québec. En effet, les relations internationales du Québec reposent sur deux pôles : celui de la francophonie et celui des relations économiques avec les États-Unis. Ainsi, la question qui mérite d'être posée est de

savoir à quelles conditions le Québec peut avoir (et doit-il avoir ?) une politique étrangère. Cette question soulève selon l'auteur trois enjeux : théorique, politique et épistémologique. Sur le plan théorique d'abord, il y a toute la question du statut du Québec qui n'est pas un État en soi au regard du droit international, mais une province dans une fédération, donc qui ne peut avoir qu'une souveraineté subordonnée. Sur le plan politique ensuite, une menace plane sur l'unité de la fédération canadienne. Enfin, sur le plan épistémologique, un aspect fondamental de la science politique considère qu'il ne peut exister de souveraineté sans légitimité. Ce qui fait défaut à un État subétatique.

Cependant, au sujet des relations internationales du Québec, l'auteur rappelle que, souvent, trois thèses s'affrontent : la thèse souverainiste, la thèse fédéraliste et la doctrine Gérin-Lajoie. La thèse souverainiste postule qu'il faut un Québec souverain comme État indépendant pour être un vrai acteur des relations internationales. La thèse fédéraliste, elle, met l'accent sur la nécessité de l'uniformité de la politique étrangère canadienne conduite par le gouvernement fédéral. La « doctrine Paul Gérin-Lajoie », appelée aussi thèse québécoise, suggère que le Québec peut prolonger sur le plan international ses champs de compétences constitutionnelles. Cette dernière est la thèse dominante selon l'auteur.

À la place de ces trois thèses, Payette apporte sa contribution et propose le concept de « paradiplomatie identitaire ». C'est l'élaboration d'une politique étrangère au niveau subétatique. Elle relève des *Low Politics* (économie, commerce, social, environnement, droit de la personne) et non des *High Politics* (questions de sécurité,

cultures stratégiques, ententes de coopération militaire). Or, deux courants s'affrontent dans l'école de la paradiplomatie identitaire. Le premier courant soutient que la structuration d'une paradiplomatie identitaire peut améliorer la politique étrangère des États-nations. Le deuxième courant de la paradiplomatie identitaire soutient que le développement des relations internationales sur le plan subétatique peut être source de tension et synonyme de lutte de pouvoir. L'auteur souscrit à ce deuxième courant et postule deux hypothèses : d'abord, la doctrine Paul Gérin-Lajoie empêche le Québec de se doter d'une politique étrangère ; ensuite, la paradiplomatie identitaire permettrait au Québec d'avoir une vraie politique étrangère sans ingérence d'Ottawa.

Pourtant, même la doctrine Paul Gérin-Lajoie a connu quelques difficultés et a créé des tensions entre Ottawa et quelques pays étrangers. Pensons au Gabon, par exemple, qui avait invité le Québec en 1968 à participer à une conférence internationale portant sur l'éducation. Le gouvernement du Canada rompra ses relations diplomatiques avec ce pays. Aussi en janvier 1969, lorsque le Québec signa une entente avec la France sur l'utilisation de satellites français de télécommunication, Ottawa déclara cette entente sans valeur. Mais la doctrine Paul Gérin-Lajoie ce sont aussi les échanges économiques avec les autres pays, notamment les États-Unis dont le Québec est le sixième partenaire commercial (86 % du commerce international du Québec en 2001 s'est fait avec ce pays). La francophonie a aussi été un champ de bataille entre le Québec et le gouvernement fédéral. Selon la charte de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) devenue l'Organisation

internationale de la francophonie (OIF), plusieurs fois modifiée en son article 3 alinéa 3, « ... le statut international du Québec demeure donc bien encadré par l'État membre canadien et ne peut être vraiment opérationnel sans un minimum de concertation entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec ». Ainsi, selon l'auteur, même l'entente conclue en mai 2006 entre le Québec et le gouvernement fédéral sur la participation du Québec dans la délégation canadienne à l'UNESCO n'est en fait qu'une habile stratégie politique pensée par le gouvernement de cette fédération à l'intention des citoyens québécois.

Le mérite du livre de Jean-François Payette est de s'interroger sur le concept de paradiplomatie identitaire et sur ses conditions de possibilité dans le contexte québécois pour asseoir une vraie politique extérieure. On aurait aimé plus de détails et de développements sur des cas comparables comme celui de la Flandre en Belgique et de la Catalogne en Espagne. Mais le talon d'Achille de ce concept de paradiplomatie identitaire est de savoir comment un État fédéré comme le Québec dans une structure fédérale comme le Canada peut bâtir une politique extérieure sans l'ingérence de l'entité fédérale. C'est un très bon livre qui, malgré quelques développements théoriques assez poussés, se lit facilement et peut intéresser à la fois les spécialistes des relations internationales et un public plus large de non-initiés qui veulent en savoir davantage sur les entités infraétatiques parties prenantes de la vie internationale.

Papa Samba NDIAYE

*Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal, Montréal*

RÉGIONS — AMÉRIQUES

China in Latin America. The Whats and Wherefores

*R. Evan ELLIS, 2009, Boulder, CO,
Lynne Rienner, 329 p.*

L'ouvrage aborde les relations entre la République populaire de Chine (RPC) et l'Amérique latine et les Caraïbes, et se concentre notamment sur des objectifs économiques et politiques des deux côtés. Cette lecture est basée sur deux visions complémentaires : le rôle croissant de la Chine dans la région fait que l'Amérique latine serait en train d'affirmer son indépendance politique vis-à-vis des États-Unis et de la domination économique des institutions occidentales ; ensuite, les relations bilatérales de l'Amérique latine avec la RPC répondent à une ambition géopolitique à long terme de Beijing et le résultat pour l'Amérique latine peut être le remplacement d'une dépendance par une autre.

En sept chapitres, y compris la présentation et les conclusions, l'auteur examine la nature de ces relations qui ont eu un impact différent, positif ou négatif, sur tous les pays de la région, y faisant des gagnants et des perdants.

Chaque relation bilatérale est examinée dans son contexte historique et selon différentes dimensions : l'histoire, les relations politiques et diplomatiques, la communauté locale chinoise, la coopération et les projets d'infrastructures, le gouvernement, les affaires et les réseaux intellectuels.

Le principal objectif des pays de la région a été le commerce d'exportation, mais tous n'ont pas réussi à pénétrer le marché chinois. La plupart des produits